

L'INSERTION URBAINE A BAMAKO PRESENTATION DE LA RECHERCHE ET DE LA METHODOLOGIE DE L'ENQUETE

**R. MARCOUX, M. K. KONATE, A. KOUAME
D. OUEDRAOGO, V. PICHÉ**

INTRODUCTION

Le séminaire sur "l'insertion urbaine des migrants", organisé à Lomé en février 1987, a révélé l'absence d'études approfondies sur ce thème en Afrique (Antoine et Coulibaly, 1989). Pourtant, les difficultés de plus en plus grandes des économies urbaines africaines, suite à la crise persistante dans la région, rendent les conditions de vie en milieu urbain aussi difficiles qu'en milieu rural (Jamal et Weeks, 1988). En fait, la crise a révélé l'existence d'un processus d'exclusion de nombreuses populations urbaines.

La problématique de l'insertion des migrants dans les villes africaines est devenue une préoccupation des chercheurs et des intervenants en développement. Au Centre d'études et de recherche en population pour le développement (CERPOD), cette préoccupation est particulièrement présente et apparaît dans la programmation quinquennale 1988-1992 à travers différents thèmes. La nécessité d'une étude spécifique a pris corps, et il a été décidé d'entreprendre une recherche

sur les "stratégies de survie des ménages et l'insertion des migrants en milieu urbain au Sahel" (1). Une première phase a été consacrée au cas de Bamako, avec la possibilité d'étendre l'étude à d'autres villes du Sahel. Il a également été convenu d'élaborer une méthodologie et des outils de collecte qui permettraient d'obtenir des résultats qui pourraient être comparés à ceux obtenus par une équipe de chercheurs de l'IFAN et de l'ORSTOM. Cette équipe travaille sur un projet dont les objectifs sont similaires à ceux de l'équipe du PPDS, et qui porte sur la capitale sénégalaise, Dakar, et sa banlieue, Pikine (2). Cette recherche s'inscrit dans le cadre du *Programme Population et développement au Sahel* (PPDS). Ce programme, financé par l'Agence canadienne de développement international (ACDI), permet au CERPOD et au Département de démographie de l'Université de Montréal de mener une série d'activités dans le domaine de la formation et de la recherche. La comparaison des résultats de ces études doit permettre de rendre compte des similitudes et des diversités des contextes et devrait conduire à l'élaboration de propositions, dans le domaine du développement urbain, appropriées à chacune des agglomérations.

L'objet du présent texte est de présenter la recherche sur laquelle travaille, depuis 1990, une équipe de chercheurs du CERPOD et du Département de démographie de l'Université de Montréal. Ce projet repose principalement sur l'analyse des données d'une enquête réalisée par notre équipe au début de l'année 1992. Mais avant de rendre compte des principaux objectifs de cette recherche et de la démarche méthodologique préconisée, nous allons faire une brève présentation du contexte et de la problématique à travers lesquels s'inscrit cette étude.

(1) Cette recherche s'inscrit dans le cadre du *Programme Population et développement au Sahel* (PPDS). Ce programme, financé par l'Agence canadienne de développement international (ACDI), permet au CERPOD et au Département de démographie de l'Université de Montréal de mener une série d'activités dans le domaine de la formation et de la recherche.

(2) Voir la communication précédente.

1. Le contexte de l'Etude

1.1 Le Mali et le développement urbain

S'étendant sur quelque 1 240 000 km², le Mali est l'un des plus vastes pays de l'Afrique. Il compte actuellement une population de plus de huit millions et demi d'habitants répartis très inégalement sur son territoire (Mali, 1992). Cet espace qu'occupe l'actuelle République du Mali " *est une vieille terre de civilisation*", comme le souligne Konaré (1984: 15). Le maintien et la prospérité des différents empires qui se sont succédés sur ce territoire (empire Mandingue, celui de Gao, empire Peulh du Macina, royaume de Ségou) devaient nécessairement s'appuyer sur la mise en place d'un réseau de centres urbains tels que Tombouctou, Gao, Djéné, Ségou, etc. La pénétration coloniale française, qui s'effectue après 1850, et l'intégration de la colonie du Soudan (actuel Mali) au territoire de l'Afrique occidentale française (AOF) à la fin du 19^e siècle, viendront largement ébranler l'organisation politique et économique de la région. Avec le développement du commerce maritime et la croissance des échanges avec le "nouveau" continent, le rôle politique et économique des villes côtières connaît un essor considérable et ce, aux dépens des villes de l'intérieur du continent. Les villes du Mali, pays enclavé s'il en est un, connaîtront ainsi une croissance beaucoup plus faible que Dakar, Abidjan, etc. (Diarra et al. 1994). Néanmoins, un réseau urbain prend forme ; il s'appuie principalement sur certaines villes historiques, mais se déploie également en fonction des axes de développement privilégiés par la puissance coloniale.

En juin 1960, la métropole française transfère, dans les faits, les pouvoirs politiques aux deux nouvelles républiques, soit celles du Soudan et du Sénégal au sein de la Fédération du Mali. La naissance des deux nations suite à l'éclatement rapide de la fédération et les tensions politiques qui s'ensuivent auront un impact important sur la croissance urbaine du Mali. En effet, le retour obligé de nombreux citoyens maliens en poste à Dakar et ailleurs au Sénégal, de même que la fermeture de la frontière entre le Sénégal et le Mali, semblent bien constituer les principales causes de l'explosion démographique qu'a connue Bamako à cette époque. Sur la base des données du recensement de la population de Bamako de 1958 et de l'enquête démographique malienne de 1960-61, on a pu estimer à 23,2% le taux d'accroissement annuel moyen de la capitale. Si la croissance démographique de Bamako s'est poursuivie jusqu'à nos jours, jamais elle n'aura présenté un taux d'accroissement annuel aussi élevé qu'au cours de cette courte période (Diarra et al. 1994).

Bamako s'impose dès lors dans la structure urbaine malienne. En 1960-61, la capitale est habitée par environ 130 000 personnes, soit 110 000 de plus que Ségou, la deuxième ville du pays. En 1976, cet écart entre les deux villes sera de 350 000 personnes. En 1987, avec une population de plus de 650 000 personnes, Bamako sera démographiquement supérieure à Ségou de plus de 570 000 habitants. En fait, le Mali ne semble nullement échapper au phénomène de macrocéphalie du réseau urbain, qui est l'une des caractéristiques principales de l'urbanisation en Afrique (Antoine et Savané, 1990). Petite ville de moins de 100 000 habitants avant les années 1960, Bamako est devenue une des grandes métropoles de l'ouest africain avec une population estimée à plus de 750 000 habitants en 1992.

1.2 Echech des politiques de développement et baisse du niveau de vie des ménages à Bamako

L'analyse du phénomène urbain au Mali ne doit pas occulter le fait que ce pays est encore largement à dominante rurale; 78 % de la population totale se retrouve dans ce milieu et 82 % de la population active travaille dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et des pêches (Mali, 1990). Ces secteurs d'activité constituent d'ailleurs le coeur de l'économie malienne. En effet, le développement du Mali dépend principalement de sa production agricole et de ses capacités d'exportation. Or, si l'environnement international et les "termes de l'échange" semblaient vouloir favoriser un certain développement du Mali à partir du milieu des années 1960, l'enclavement de ce pays et la période de sécheresse du début des années 1970, viendront compromettre les possibilités d'une réelle relance de l'économie de la jeune république. Les années qui suivent seront encore plus difficiles. Selon une étude de l'OCDE, la période s'étendant de 1975 au début des années 1980 est caractérisée par une dépréciation des termes de l'échange qui fait en sorte que la situation économique du Mali, en 1980-1982, aurait été ramenée au niveau de 1966 (Lecaillon et Morrisson, 1986 : 44).

Tous ces bouleversements ont évidemment provoqué une dégradation des conditions de vie de larges couches de la population, dégradation qui semblerait avoir d'ailleurs été encore plus accentuée pour les populations urbaines. Comme l'on observé Jamal et Weeks (1988) pour d'autres pays africains, on aurait assisté au Mali à un nivellement vers le bas des conditions de vie des populations rurales et urbaines conduisant à un appauvrissement extrêmement aggravé chez ces dernières: baisse des salaires réels des travailleurs urbains, déclin de la sécurité et de la stabilité de l'emploi dans le secteur structuré, détérioration de la répartition

globale du revenu, maintien de l'exode rural, etc. (UNICEF, 1989; Châu, 1992; Maharaux, 1992). L'étude de l'évolution du coût de la vie en milieu urbain au Mali indique que le pouvoir d'achat des ménages urbains au début de la décennie 1980 était inférieur de plus de 50% à celui qui prévalait en 1962 (Lecaillon et Morrisson, 1986 : 34).

Loin de permettre une amélioration, les années 1980 seront économiquement parmi les plus difficiles de la jeune histoire du Mali indépendant. La crise financière se concrétise par des déficits budgétaires sans précédent, à un point tel que l'Etat malien devra, à de nombreuses reprises, retarder de plusieurs mois le paiement des salaires de ses propres employés. Une pluviométrie particulièrement déficitaire en 1983 conduira à une baisse encore plus dramatique de la production agricole, alors que l'effondrement des cours mondiaux du coton, principale source d'exportation du pays, viendra s'ajouter aux autres difficultés que connaît l'économie malienne (Camara, 1990).

Enfin, sous l'égide de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI), le Mali entreprend, à partir de 1981, un vaste programme de redressement comprenant des mesures dites d'ajustement structurel. La première phase de l'ajustement est marquée, en 1984, par le retour du Mali au sein de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) qui se concrétisera par une diminution soudaine de 50 % du pouvoir d'achat des salariés (Dagnoko, 1990: 89). Evidemment, ces événements se sont répercutés sur les conditions d'habitat et sur la qualité des services et des infrastructures, à Bamako notamment. A titre indicatif, précisons qu'en 1987 seulement 21% des ménages bamakois disposaient de l'eau courante à domicile et 29% étaient desservis par le réseau d'électricité.

Dans un tel contexte, la plupart des individus et des ménages ne peuvent compter que sur eux-mêmes afin de se donner des conditions minimales leur permettant d'assurer leur subsistance. Une étude effectuée dans le secteur du logement à Bamako démontre que de 1960 à 1976, l'Etat aurait été responsable du lotissement de près de 70 % des nouveaux terrains ouverts à l'habitat alors que de 1976 à 1983, sa contribution n'aurait été que de 30%. Durant cette dernière période, la contribution du secteur privé légal aurait été de 10%, alors que celle du lotissement privé clandestin de l'habitat spontané aurait permis l'ouverture de 60% de l'ensemble des nouveaux terrains (DPU, 1984: 259-263). La production de logements repose donc de plus en plus sur les initiatives des ménages eux-mêmes, en marge des interventions de l'Etat ou de sociétés privées.

Ce phénomène s'observe également dans d'autres secteurs de l'économie

malienne. Le secteur de l'emploi informel, par exemple, aurait pris une dimension, au Mali, rarement égalée dans d'autres pays. Bien qu'on ne dispose pas d'information nous permettant de connaître l'évolution de ce secteur, soulignons néanmoins qu'une enquête réalisée en 1989 a permis d'établir que 78 % des emplois urbains au Mali se retrouvaient dans le secteur informel (Mali, 1991).

Les informations dont nous disposons pour la fin des années 1980 permettent par ailleurs de croire que malgré de meilleures récoltes depuis 1986, les conditions de vie de la population ne se seraient nullement améliorées de façon générale (Chau, 1992). Le contexte que nous venons de décrire n'est d'ailleurs sûrement pas étranger à la révolte populaire, principalement urbaine, qu'a connue le Mali et qui a conduit au renversement du régime du Général Traoré, en mars 1991.

1.3. La migration et la croissance de Bamako

Malgré ce contexte particulièrement difficile qui caractérise le Mali et plus particulièrement la ville de Bamako, cette dernière a maintenu des taux annuels de croissance élevés (Diarra et al. 1994). On évalue à entre 5% et 6% le taux annuel de croissance de la capitale. Ce taux suppose un doublement de la population tous les 12 à 14 ans. Avec les niveaux de fécondité et de mortalité que connaît la population bamakoise, on estime que le solde migratoire expliquerait moins de 35 % du taux de croissance (Diarra et al. 1994). Ceci peut paraître surprenant puisque l'on sait que la croissance de la plupart des capitales du Tiers-monde s'explique par l'afflux d'immigrants (Antoine et Coulibaly, 1989). En fait, les chiffres pour Bamako peuvent être trompeurs. En effet, si le solde migratoire est peu important, ceci ne signifie nullement que les Maliens migrent moins vers la capitale; il est fort possible en fait que de nombreuses entrées soient compensées par des départs également importants, ce qui conduit à un solde migratoire relativement faible qui ne rend nullement compte de l'importance des mouvements. Les données du recensement de 1987 sembleraient appuyer cette thèse qui ferait de Bamako une ville carrefour et un lieu de transit pour de nombreuses personnes. En 1987, sur les 290 000 résidents de la capitale qui ont déclaré avoir connu une résidence à l'extérieur de Bamako au cours de leur vie, près de 46 % ont déclaré être arrivés ou être revenus dans la capitale au cours des cinq années précédant le recensement (Mali, 1990). Evidemment, ce résultat n'est qu'un indicateur et ne nous permet aucunement d'infirmer ou d'appuyer l'idée de mouvements migratoires beaucoup plus importants que ce que laisserait croire le simple calcul du solde migratoire. Aucune étude n'a encore permis de mesurer ces flux et surtout d'étudier les tenants et aboutissants de

ces mouvements, leurs causes et leurs conséquences. La présente recherche vise notamment à combler ces lacunes.

2. L'insertion urbaine à Bamako: objectifs et méthodologie

2.1 Objectifs de la recherche

Dans le contexte que nous avons évoqué plus tôt, nous aurions assisté à Bamako à une dégradation progressive des conditions de vie et à un élargissement des groupes défavorisés. On pourrait également avoir assisté à une paupérisation relative de la classe moyenne, victime de la stagnation des revenus, de l'inflation et du chômage. Il convient alors de s'interroger sur ce que font les populations devant les problèmes de pauvreté urbaine, de sous-équipement et d'absence de services, et d'examiner la manière dont les nouveaux et anciens citoyens réagissent face à ces conditions de vie difficiles.

Par ailleurs, il est généralement admis que les flux migratoires jouent un rôle considérable dans la croissance urbaine. De ce fait, l'étude des modalités d'insertion des migrants à la vie citadine revêt un caractère important et mérite une attention particulière. Ce type d'étude que nous avons entrepris devrait donc permettre de cerner les différentes stratégies développées par les citoyens, migrants ou non, et de mesurer l'effet de ces stratégies sur les niveaux de vie.

L'objectif central de cette recherche est donc d'étudier l'évolution des conditions de vie de même que les modalités de l'insertion urbaine des populations dans un contexte d'aggravation de la crise économique et de paupérisation des ménages à Bamako. Les principaux résultats de l'étude devraient fournir un ensemble d'informations nécessaires à une meilleure orientation des programmes de développement urbain. Cela nous conduit aux objectifs généraux suivants:

- rendre compte des conditions de vie des migrants et non migrants à Bamako;
- rendre compte plus particulièrement des stratégies d'insertion en milieu urbain ;
- examiner les relations entre les paramètres démographiques et socio-économiques des populations dans le cadre de ces stratégies d'insertion ;

Pour atteindre ces objectifs généraux, nous examinons les modalités de

l'insertion en ville et notamment: l'itinéraire migratoire et professionnel précédant l'arrivée à Bamako et les réseaux d'accueil, l'insertion résidentielle à travers l'espace bamakois, les mécanismes de l'insertion sur le marché du travail, la dynamique familiale à l'intérieur de ces mécanismes d'insertion, enfin, l'accès et l'utilisation des services sociaux (étatique ou autre) et des réseaux (familiaux et autre) et plus particulièrement dans le domaine de santé.

L'atteinte de ces objectifs devrait ultimement permettre de faire des recommandations en ce qui a trait aux politiques urbaines qui pourraient favoriser une amélioration des conditions de vie des populations.

2.2. Démarche méthodologique et collecte (3)

La démarche méthodologique utilisée dans cette recherche repose sur la nécessité de bien cerner les conditions socio-économiques des citoyens, qu'ils soient migrants ou non, et de tenter d'en comprendre les tenants et aboutissants. On doit donc saisir les cheminements qui ont conduit à la situation où se trouve les individus à un moment donné, de même que les contextes à travers lesquels ils ont cheminé. Il fallait donc tenter de saisir les différents événements survenus dans la vie des individus jusqu'au moment de l'enquête.

Etant donné l'absence d'informations spécifiques permettant de répondre aux questions posées dans ce projet, nous avons réalisé une vaste opération de collecte, de février à avril 1992, à travers l'ensemble du District de Bamako. L'équipe de coordination était composée de quatre démographes, d'un géographe et d'un sociologue, tous du CERPOD ou de l'Université de Montréal. Enfin, soulignons que les professeurs et chercheurs de ces deux institutions sont également intervenus à différentes étapes du projet (4).

(3) Pour de plus amples détails sur la méthodologie, on pourra consulter les rapports méthodologiques produits pour chacune des deux enquêtes (Ba et al. (1992), pour Bamako et Antoine et al.(1991)

(4) Nous devons également souligner que les membres de l'équipe de chercheurs de l'IFAN/ORSTOM ont grandement contribué aux discussions conduisant à l'élaboration des outils de collecte. Enfin soulignons que nous avons également bénéficié de la collaboration scientifique d'une équipe de chercheurs du Groupe "Ville et développement" de Montréal, plus particulièrement en ce qui a trait aux aspects concernant l'habitat et le logement.

Trois types de supports de collecte ont été utilisés pour recueillir l'information nécessaire pour ce projet. Un questionnaire ménage a d'abord été administré à un échantillon de quelque 2320 ménages. Ce questionnaire renferme des informations démographiques, sociales et économiques pour chacun des membres des ménages, soit au total 21323 individus. Une série de questions sur l'habitat a également permis de connaître les conditions de logement des populations étudiées.

Sur la base de ces premières informations, un échantillon de personnes âgées de 25 à 54 ans a été tiré, personnes pour lesquelles un questionnaire biographique a été administré. Tout comme pour l'enquête de Dakar/Pikine, trois catégories d'événements ont été retenus. Dans un premier temps, l'ensemble des événements familiaux ont été enregistrés: naissance de l'individu, mariages et ruptures s'il y a lieu (divorce ou veuvage), enfants nés-vivants et dates de décès de ces derniers, s'il y a lieu. Dans un deuxième temps nous avons enregistré l'ensemble des changements de résidence qu'a connu l'individu, que ce soit à l'extérieur de Bamako ou à l'intérieur des limites de la capitale. Enfin, tous les changements d'activités ont été saisis, y compris les périodes de chômage ou d'inactivité (au foyer, maladie, études, etc.).

Ces événements familiaux, migratoires et ceux liés à l'activité ont été enregistrés sur un questionnaire qui permettait également d'ajouter de nombreuses informations sur chacun des événements saisis. Ce questionnaire comprend sept modules, chacun traitant d'un aspect spécifique de la vie des individus: origines familiales, vie migratoire et professionnelle hors Bamako, itinéraire résidentiel à Bamako, itinéraire professionnel à Bamako, vie matrimoniale, histoire génésique. Un dernier module permettait de recueillir différentes informations sur le déroulement de l'entretien.

Comparativement à l'enquête de Dakar, où les femmes enquêtées représentaient le tiers de l'échantillon total, un pas de tirage identique a été utilisé pour la population de chacun des deux sexes lors de l'enquête de Bamako. De plus, au nombre de femmes tirées s'est ajouté un sous-échantillon de femmes mariées aux hommes enquêtés de 45 à 54 ans et qui n'avaient pas été préalablement retenues pour l'enquête. Les informations ainsi recueillies devraient permettre d'analyser les effets d'un événement vécu par un des membres d'une union sur son, sa ou ses conjointes (ex.: l'arrivée d'une deuxième épouse sur l'activité ou la fécondité de la première, le chômage du mari sur l'activité de sa ou ses femmes, etc.).

Outre l'intérêt de comparer les itinéraires de la population des deux sexes et les spécificités de chacune d'elles, la nécessité d'avoir un échantillon de femmes aussi important se justifie également par certains des champs d'investigation qui ont été privilégiés dans ce projet. Par exemple, en ce qui a trait à la nuptialité, une attention particulière a été apportée aux différents types d'union contractée, de façon à situer dans le temps les différents itinéraires nuptiaux (fiançailles, mariages traditionnels, religieux et civil). Des informations sur chacun des enfants nés vivants ont également été recueillies, notamment en ce qui a trait à certains aspects de chacune des grossesses et des accouchements. L'ensemble de ces données - et surtout le repérage des événements dans le temps -, permettra de bien saisir les stratégies de production et de reproduction des populations étudiées et les mécanismes qui régissent le régime démographique de celles-ci (Piché, 1993; Cordell, et al., 1987).

Par ailleurs, nous avons mentionné plus tôt que certains des objectifs de cette recherche étaient liés aux questions socio-sanitaires. Nous avons en effet inscrit le volet "santé" à l'intérieur de la problématique de l'insertion urbaine des migrants. L'enquête-pilote, conduite en juin 1991, avait notamment fait ressortir d'importantes difficultés à traiter des aspects concernant la santé des individus à travers l'enquête biographique. Il a donc été convenu d'élaborer un troisième questionnaire, traitant spécifiquement de la santé des populations, qui a été administré auprès d'un sous-échantillon d'individus. Ce questionnaire s'adressait à nouveau aux personnes de 25 à 54 ans, mais essentiellement aux résidents de deux quartiers. L'un, Darsalam, quartier relativement ancien du centre de la capitale, bénéficie de certaines infrastructures et services, notamment en matière de santé. L'autre, Bankoni, un quartier péri-urbain, est largement habité par des populations nouvellement arrivées à Bamako, économiquement démunies et qui ont un accès plus difficile aux services socio-sanitaires. On a ainsi pu recueillir des informations auprès de 421 personnes, notamment sur l'utilisation et l'accès aux services de santé et sur les connaissances et la prévention des maladies.

En terminant, soulignons que les principaux travaux d'analyse des données recueillies s'appuient sur une approche méthodologique connue sous le nom d'analyse des transitions ou analyse des événements (*event history analysis*) (Courgeau et Lelièvre, 1989; Blossfeld et al. 1989). Les questionnaires biographiques ont d'ailleurs été conçus de façon à pouvoir traiter les informations recueillies à partir de cette approche. En fait, cette méthode allie la logique de la table d'extinction, grandement utilisée par les démographes, et l'analyse de

régression, qui est largement répandue dans les recherches sur les causalités de différents phénomènes étudiés (Le Bourdais, 1989). Elle consiste en l'analyse des changements d'état et de leurs déterminants. Elle permet ainsi de rendre compte des interrelations dynamiques entre les différents aspects de la vie de l'individu à travers le temps et de mieux comprendre les passages d'un état donné à un autre.

CONCLUSION

Les résultats de cette enquête permettront de répondre à une multitude de questions concernant les processus d'insertion des populations à Bamako. L'approche longitudinale que nous avons privilégiée devrait offrir un éclairage nouveau sur les itinéraires migratoires, professionnels et sur les dynamiques familiales et ce, compte tenu des changements contextuels qui ont marqué la capitale du Mali au cours des trente dernières années. Les enseignements tirés pourront être utiles pour la mise en forme de politiques et l'élaboration d'interventions dans les secteurs de l'emploi, de l'habitat, des affaires sociales, du développement urbain, etc.

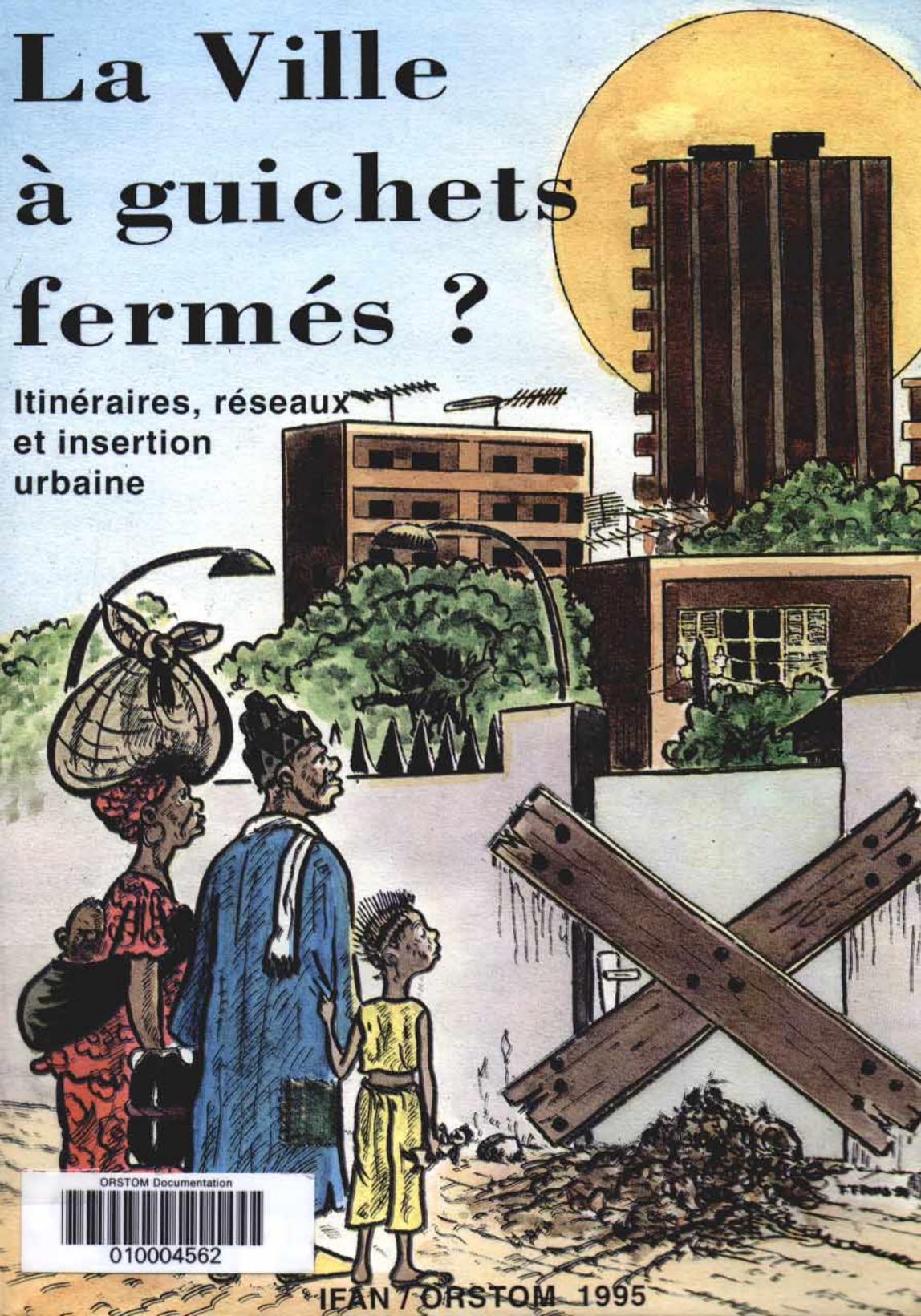
Pour l'instant, l'exploitation des données recueillies est réalisée par une équipe de chercheurs des deux institutions, le CERPOD et le Département de démographie de l'Université de Montréal. A ces chercheurs s'ajoute un certain nombre d'étudiants, notamment ceux formés dans le cadre du PPDS, et qui traiteront de différents aspects de cette recherche lors de leurs études supérieures en démographie (maîtrise ou doctorat). Les thèmes de recherche retenus ont été identifiés par les différentes équipes.

Enfin, soulignons qu'à l'intérieur du réseau de recherche sur l'insertion urbaine, créé en mai 1993, les chercheurs des deux institutions travaillant sur Bamako et ceux de l'IFAN/ORSTOM travaillant sur Dakar, réaliseront conjointement une série de travaux permettant de comparer les résultats obtenus dans les deux capitales.

Sous la direction de
Philippe ANTOINE et Abdoulaye Bara DIOP

La Ville à guichets fermés ?

Itinéraires, réseaux
et insertion
urbaine



ORSTOM Documentation



010004562

IFAN / ORSTOM 1995